

« IL NOUS RESTE DU MOINS CET AMERE PLAISIR LA VITUPERER L'EPOQUE » LOUIS ARAGON DANS *« LES FOURREURS »*.

Que reste-t-il d'une époque que l'on pense révolue ?

Plus grand chose évidemment, la mort des idéologies, et c'est heureux, la progressive place à la vacuité pire encore à la médiocratie.

À partir de l'exemple de la ville de Saint-Vallier en Saône-et-Loire, il est possible d'essentialiser la problématique afin d'en faire un véritable cas d'école, voire un laboratoire sociologique à partir duquel observer, analyser et comprendre des dynamiques plus générales.

Rappelons les faits.

Après la libération, la ville de Saint Vallier en 1947 est conquise par le parti communiste Français (PCF) en élisant un maire « rouge » notoirement connu pour son rôle de résistant pendant l'occupation.

Depuis les maires communistes se sont succédés avec une majorité confortable sans deuxième tour à l'exception du suffrage de mars 2020.

Dés lors c'est une véritable « ville rouge » à partir de 1947

La chronologie que l'on peut établir est la suivante :

- Jean-Marie CHALOT, maire de 1947 à 1971.
-
- Marcel BOUTELOUP, maire de 1971 à 2000.
-
- Alain PHILIBERT, maire depuis 2000.

Sans prétention aucune j'entend sociologiquement parlant, tenter de poser les bases d'une analyse historique et politique de Saint-Vallier, en mettant en lumière la longue domination municipale du PCF et les politiques effectivement menées par les différents exécutif territoriaux.

Le point important est que l'année 2020 constitue effectivement une rupture électorale, puisque, pour la première fois depuis 73 ans la liste du maire sortant Alain PHILIBERT a dû affronter un second tour.

Elle l'a finalement emporté avec 57,66 % des suffrages et 23 sièges sur 29.

Saint-Vallier est-elle restée communiste dans ses politiques municipales, ou seulement dans sa culture politique et électorale ?

En 1947 on relèvera l'importance du rôle que jouaient les mineurs, les ouvriers, les anciens résistants et les organisations syndicales ce qui fut un terreau propice à l'élection du premier édile communiste.

Dans cette période de forte implantation communiste, la commune connu alors les premières réalisations municipales, notables dans les domaines de la politique sociale, des écoles et équipements publics du logement des équipements sportifs et culturels, le soutien au monde ouvrier, la fiscalité locale, les relations avec les syndicats et les associations les symboles et mémoire de la Résistance.

Voir à ce titre les noms évocateurs des rues.

En effet à Saint-Vallier, il existe beaucoup de noms de rues liés à la Résistance, au communisme ou au mouvement ouvrier.

La liste des voies en recense notamment les suivantes.

- **Rue Jean MOULIN**, grande figure de la Résistance française.
- **Rue Lucie AUBRAC**, résistante française.
- **Rue Pierre BROSSOLETTE**, résistant, journaliste et homme politique.
- **Rue Colonel ROL-TANGUY**, Henri ROL-TANGUY chef des FFI de la région parisienne.
- **Rue Germaine TILLION**, résistante et déportée.
- **Rue Geneviève DE GAULLE-ANTHONIOZ**, résistante et déportée
- **Rue Anne FRANK** symbole de la persécution et de la résistance au nazisme.
- **Rue du 6 Septembre 1944**, date liée à la Libération.
- **Rue du 8 Mai 1945**, commémoration de la victoire sur l'Allemagne nazie.
- **Rue des Martyrs**, évoque plus généralement les victimes de la guerre et de la Résistance.
- **Rue D'ORADOUR-SUR-GLANE**, référence au massacre du village en 1944.
- **Rue Antoine EMORINE**, résistant.

Y figurent aussi des communistes, socialistes symboles du mouvement ouvrier tels que :

- **Rue du COLONEL FABIEN**, résistant et dirigeant communiste.
- **Rue Gabriel PERI**, député communiste et résistant, fusillé en 1941.

- **Rue Guy MOQUET**, jeune militant communiste, fusillé en 1941.
- **Rue Jean CATELAS**, député communiste et résistant, guillotiné en 1941.
- **Rue Jean LEBAS**, socialiste et résistant.
- **Rue Karl MARX**, fondateur du socialisme scientifique/marxisme.
- **Rue PAUL-VAILLANT-COUTURIER**, dirigeant communiste et journaliste.
- **Rue Pierre SEMAR**, dirigeant syndical et communiste, fusillé par les Allemands en 1942.
- **Rue Lucien SAMPAIX**, journaliste communiste et résistant, fusillé en 1941.
- **Rue Marcelin BERTHELOT**, militant et homme politique communiste, une source locale, l'informateur de Bourgogne, précise que ce n'est pas le célèbre chimiste Marcellin Berthelot, mais bien le militant communiste.
- **Rue Max BAREL**, militant communiste et résistant.
- **Rue Roger CHAPUIS**, figure du mouvement communiste local.
- **Avenue Maurice THOREZ**, dirigeant historique du Parti communiste français.
- **Avenue Waldeck ROCHET**, dirigeant du PCF.
- **Avenue Marx DORMOY**, socialiste et ministre du Front populaire.
- **Avenue de STALINGRAD**, référence à la bataille de Stalingrad.
- **Rue Jeanne LABOURBE**, fut une militante communiste française engagée dans la Révolution russe et mourut à Odessa en 1919.
- **Cité LENINE** et **Cité Marcel CACHIN**.
Stade Ambroise **CROISAT** ancien ministre et syndicaliste.

Ces noms de rues sont évidemment la marque caractéristique des mairies communistes.

Depuis quelques temps on observe une transformation lente et progressive de Saint-Vallier.

Il est intéressant de noter que la ville a conservé une identité électorale de gauche alors que son économie, sa population et les politiques municipales évoluent profondément ainsi que sa démographie. (Population vieillissante et mutations industrielles)

En 2020, Alain PHILIBERT est officiellement présenté comme Divers gauche, et non comme candidat PCF.

Le PCF apparaît d'ailleurs séparément dans les scrutins récents, aux départementales de 2021, le binôme soutenu par le PCF ne recueille que 9,26 % à Saint-Vallier. (Source le monde.fr)

Une question fondamentale reste en suspens : que reste-t-il du communisme municipal local ?

On pourrait alors confronter les principes historiquement revendiqués par le PCF aux décisions concrètes prises à Saint-Vallier comme le patrimoine communal, les services publics, l'urbanisme, le logement, la politique sociale, les délégations au privé, la fiscalité, le personnel municipal, la démocratie locale, etc.

Il y a d'ailleurs un élément particulièrement révélateur : en 2020, la liste victorieuse d'Alain PHILIBERT obtient 57,66 %, mais avec seulement 1 242 voix au second tour, sur 6 736 inscrits, dans une commune où l'abstention atteint 66,35 %.

Cela invite à ne pas confondre maintien d'une majorité municipale et maintien d'une forte adhésion populaire au communisme.

C'est bien là la typologie actuelle de la ville.

Saint-Vallier a bien connu une très longue domination communiste, mais cette histoire ne se réduit pas à une succession de maires PCF jusqu'à aujourd'hui.

Si Jean-Marie CHALOT est sans ambiguïté identifié comme membre du PCF, ancien mineur, ancien insurgé, ancien résistant puis facteur retraité, et maire de Saint-Vallier, il y figure notamment comme candidat PCF aux législatives de 1956.

On a donc bien une implantation communiste municipale exceptionnelle par sa durée, soit plus de sept décennies avec seulement trois maires.

Mais une distinction devient importante pour notre analyse, par opportunisme électoral et par démagogie, la municipalité d'Alain PHILIBERT n'est plus officiellement classée PCF dans les élections municipales récentes.

Même si en 2014, la liste d'Alain PHILIBERT était encore explicitement classée « *Liste du Parti communiste français* » et obtint 58,07 % dès le premier tour, avec 23 sièges sur 29.

En 2020, le changement est significatif, vu que le ministère de l'Intérieur classe sa liste divers gauche, et non plus PCF.

Elle obtient 57,66 % au second tour et 23 sièges.

Et en 2026, Alain Philibert est encore réélu dès le premier tour avec une liste également classée LDVG, à 65,42 %, obtenant 24 des 29 sièges.

C'est un élément très intéressant pour notre réflexion.

En effet comment une ville historiquement communiste peut-elle conserver pendant près de 80 ans une majorité municipale issue de cette tradition alors que l'étiquette, les pratiques et probablement le contenu idéologique de cette majorité ont progressivement évolué ?

Les maires communistes sont ils encore communistes même avec un faux nez ?

Regardons alors dans l'archéologie des faits ce qui est resté et ce qui a disparu.

Le Saint-Vallier de CHALOT et de BOUTELOUP :

Dans la France de l'après-guerre, le communisme municipal s'appuyait sur un environnement social très particulier: le monde ouvrier, l'activité minière et industrielle, la forte présence syndicale, l'importance de la CGT, la culture de la Résistance, la solidarité ouvrière, les services publics, les équipements collectifs, le développement du logement populaire, l'accès à la culture, au sport et aux loisirs.

Le maire communiste n'était pas seulement un gestionnaire de la commune, il était aussi le représentant institutionnel d'une classe sociale et d'une communauté politique.

Alain PHILIBERT, constitue probablement le tournant.

Qui dit tournant, dit tourner sa veste comme le chante Jacques DUTRONC.

Le fait qu'Alain PHILIBERT soit maire depuis 2000 est particulièrement intéressant.

Il succède à Marcel BOUTELOUP après près de trente ans de mandat.

Examinons donc ce qui change entre CHALOT, BOUTELOUP et PHILIBERT et d'avantage entre le Saint-Vallier industriel et ouvrier des Trente Glorieuses et le Saint-Vallier confronté à la désindustrialisation, à la fermeture des activités minières, au vieillissement démographique et aux transformations de l'action publique locale.

En d'autres termes, il est éminemment complexe de comparer directement une municipalité de 1955 avec une municipalité de 2025 sans tenir compte de la transformation radicale de la société.

Cependant 2020 est effectivement un signal politique important.

En 2014, Alain PHILIBERT obtient 58,07 % dès le premier tour.

En 2020, il n'obtient que 49,95 % au premier tour, face notamment à Denis BEAUDOT (32,15 %), Samuel BRANDILY (9,27 %) et Étienne LAUNAY (8,61 %). Il doit donc affronter un second tour.

Au second tour, il remonte à 57,66 %, mais dans un contexte de 66,35 % d'abstention.

Cela mérite une analyse celle de la domination électorale qui demeure, mais la vieille mécanique de la « ville rouge » n'est manifestement plus aussi automatique.

Et surtout, le scrutin de 2026 où Alain PHILIBERT se voit réélu dès le premier tour, avec 65,42 %.

La rupture de 2020 n'a donc pas entraîné la fin de la domination municipale.

Alors une hypothèse beaucoup plus forte se dessine.

Ce qui semble relativement une évidence, c'est que Saint-Vallier a conservé une tradition électorale de gauche beaucoup plus longtemps qu'elle n'a conservé les caractéristiques sociales et idéologiques qui avaient permis au communisme municipal de s'y implanter.

D'où l'idée, qu'on eût pu imaginer que les édiles locaux eurent conservé des concepts et actions proches des principes incarnés par le PCF et le CNR.

Une ville qui revendique une histoire communiste devrait logiquement avoir une politique particulièrement ambitieuse de conservation et de transmission de son histoire ouvrière : mines, mineurs, luttes sociales, Résistance, syndicalisme, mémoire du PCF.

C'est peut-être là que nous trouverons les éléments les plus révélateurs.

Saint-Vallier la ville rouge s'est convertie au municipalisme sans le PCF.

Mais surtout et sans parti pris ni sectarisme, on relève que la ville a abandonné ce qui faisait l'intérêt du communisme municipal, et n'en a

gardé que les scories délétères comme l'autoritarisme et le manque de transparence.

La culture d'émancipation des masses populaires est devenue lettre morte.

PHILIBERT tel un caméléon avec son art de la dissimulation s'est fondu dans les habits de l'individualisme local, du clientélisme et du populisme, conditions de sa survie politique au prix du reniement de son âme.

Savoir flatter le *demos* disait CICERON un siècle avant JC.

C'est ainsi en général qu'agissent les opportunistes de tous bords, la démagogie en bandoulière.

Mais comme nous le verrons *infra*, le naufrage est en réalité un naufrage moral et intellectuel.

LE NAUFRAGE

Le naufrage est, en réalité, bien plus profond parce qu'il est moral, intellectuel et culturel.

Il suffit parfois d'un détail pour révéler l'ampleur d'un désastre.

Ainsi, en demandant à la bibliothèque LOUIS-ARAGON de Saint-Vallier (l'ECLA) si elle possédait la grande biographie de Louis ARAGON écrite par Pierre JUQUIN, quelle ne fut pas ma surprise d'apprendre que cet ouvrage n'était même pas répertorié dans ses collections.

Et pourtant, quel livre !

Cette biographie est d'autant plus précieuse que Pierre JUQUIN ne porte pas sur ARAGON le regard distant d'un simple universitaire.

Lui-même ancien cadre du Parti communiste français, avant de rompre avec le PCF, connaît de l'intérieur les mécanismes, les contradictions et les illusions du mouvement communiste.

Il peut ainsi aborder ARAGON dans toute sa complexité, il est l'écrivain, le poète, l'intellectuel, mais aussi l'homme politique, pris dans les tourments et les contradictions de son siècle.

C'est précisément ce qui rend son travail si intéressant, il permet de comprendre les liens tumultueux entre littérature, communisme, engagement politique et histoire du XX^e siècle.

Alors, peu importe que l'on soit de droite ou de gauche, communiste, gaulliste ou que l'on ne se reconnaisse dans aucune de ces familles politiques.

La culture ne devrait pas avoir de parti.

Lorsqu'une bibliothèque ne possède plus ou ne connaît même plus les ouvrages qui permettent de comprendre les grandes figures intellectuelles de notre histoire, ce n'est pas simplement un livre qui disparaît d'une étagère.

C'est une part de la mémoire collective qui s'efface.

Et c'est ainsi qu'une ville, imperceptiblement, perd son âme.

Le plus paradoxal est que cette déshérence culturelle ne touche pas seulement les municipalités qui se réclament de traditions politiques réputées éloignées de la culture classique.

Elle atteint également certaines mairies gaullistes, qui semblent laisser leurs propres affidés orphelins de cette culture dont ils aiment pourtant revendiquer l'héritage.

Car il ne suffit pas de se réclamer du général DE GAULLE, de la République, de la Nation, de la littérature ou d'une certaine idée de la France pour en posséder l'esprit.

Encore faut-il lire.

Encore faut-il transmettre.

Encore faut-il connaître ce que l'on prétend défendre.

La culture ne se proclame pas.

Elle se cultive.

Elle se transmet, elle se partage et elle se conserve.

Elle suppose de la curiosité, de l'exigence et parfois même cette indispensable humilité qui consiste à reconnaître que l'on a encore beaucoup à apprendre.

Ce qui se joue ici dépasse donc largement le cas d'un livre absent d'une bibliothèque.

C'est une certaine conception de la cité qui disparaît.

Celle dans laquelle une bibliothèque n'est pas seulement un lieu où l'on range des livres, mais un lieu où une communauté conserve sa mémoire, nourrit son intelligence et permet aux générations futures de comprendre celles qui les ont précédées.

Lorsque cette exigence s'éclipse, il ne reste bientôt plus que les façades, les slogans et les commémorations.

Et derrière eux, le vide.

La vacuité totale.

Une décrépitude de l'esprit s'installe alors, parfois même chez ceux qui se réclament avec le plus de véhémence de valeurs qu'ils ne connaissent plus, qu'ils ne lisent plus et qu'ils ne sont plus capables de transmettre.

C'est peut-être cela, le véritable naufrage.

Non pas seulement l'abandon d'une politique culturelle, mais l'appauvrissement de ceux qui prétendent en être les héritiers.

Alors oui, il nous reste au moins cette liberté, et peut-être ce devoir, de regarder notre époque avec lucidité et de la vitupérer lorsqu'elle mérite de l'être.

Des lors,

COMME L'ECRIVAIT ARAGON :« IL NOUS RESTE DU MOINS CET AMER PLAISIR LA, VITUPERER L'EPOQUE. »